

DOSSIER DE L'APPEL D'OFFRES
OUVERT SUR OFFRES DE PRIX

N° 10 /2008

DU 17/12/2008 à 15h00

(SEANCE PUBLIQUE)

**OBJET: ACQUISITION DE FOURNITURES INFORMATIQUES POUR
LE COMPTE DE L'IRCAM.**

EXERCICE 2008

INSTITUT ROYAL DE LA CULTURE AMAZIGHE (IRCAM)



PARTIE I : REGLEMENT DE LA CONSULTATION

APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX
N° 10 /2008 DU 17/12/2008 à 15h00

**OBJET : ACQUISITION DE FORNITURES INFORMATIQUES POUR
LE COMPTE DE L'IRCAM.**

EXERCICE 2008

INSTITUT ROYAL DE LA CULTURE AMAZIGHE (IRCAM)

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert sur offre de prix ayant pour objet l'acquisition de fournitures informatiques, dans les conditions définies ci-après et conformément aux spécifications techniques ci-dessous, et dont la livraison sera effectuée dans les locaux du siège de l'IRCAM à Rabat. Il sera adjugé en lot unique.

ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est l'Institut Royal de la Culture Amazighe.

ARTICLE 3 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

1. Seules peuvent participer à la présente consultation les personnes physiques ou morales qui :
 - Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
 - Sont en situation fiscale régulière pour avoir souscrit leurs déclarations, réglé les sommes exigibles ou à défaut de règlement, constitué les garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement ;
 - Sont affiliées à la CNSS et souscrivent régulièrement leurs déclarations de salaire auprès de cet organisme.
2. Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :
 - Les personnes en liquidation judiciaire ;
 - Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente.

ARTICLE 4 : JUSTIFICATION DES CAPACITES ET DES QUALITES DES CONCURENTS

A/ Dossier administratif

a) une déclaration sur l'honneur, en un exemplaire unique, qui doit indiquer les nom, prénom, qualité et domicile du concurrent et, s'il agit au nom d'une société, la raison sociale, la forme juridique de la société, le capital social, l'adresse du siège social, la qualité en laquelle il agit et les pouvoirs qui lui sont conférés.

Elle indique également le numéro d'inscription au registre de commerce, le numéro de la patente, le numéro d'affiliation à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale pour les concurrents installés au Maroc et le numéro du compte courant postal, bancaire ou à la Trésorerie Générale du Royaume.

Cette déclaration sur l'honneur doit contenir également les indications suivantes :

- 1- L'engagement du concurrent à couvrir, dans les limites et conditions fixées dans les cahiers des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de son activité professionnelle ;
- 2- L'engagement du concurrent, s'il envisage de recourir à la sous-traitance, que celle-ci ne peut dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le

lot ou le corps d'état principal du marché, et de s'assurer que les sous traitants remplissent également les conditions exigées par la réglementation ;

3- L'attestation qu'il n'est pas en liquidation judiciaire ou en redressement judiciaire, et s'il est en redressement judiciaire, qu'il est autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de son activité ;

4- L'engagement de ne pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans la procédure de passation, de gestion et d'exécution du marché ;

5- l'engagement de ne pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur la procédure de conclusion du marché et lors des étapes de son exécution ;

6- La certification de l'exactitude des renseignements contenus dans la déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans son dossier de candidature.

- b) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent.
- c) Une attestation délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut, le paiement qu'il a constitué les garanties prévues au même article 3. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé.
- d) Une attestation délivrée depuis moins d'un an par la caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme.
- e) Le récépissé du cautionnement provisoire de cinq mille dirhams (5000,00 dh) ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant.
- f) Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur.
- g) L'attestation d'assurance.

Toutefois, les concurrents non installés au Maroc sont tenus de fournir l'équivalent des attestations visées au paragraphe 3, 4 et 6 ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une déclaration faite par l'intéressé devant une attestation judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays d'origine ou de provenance.

B/ Dossier technique.

Ce dossier doit comprendre :

- 1) Une note indiquant les moyens techniques et humains. Cette note doit être datée et signée par le soumissionnaire.
- 2) Des attestations délivrées par les Administrations et organismes bénéficiaires des prestations similaires déjà réalisées et éventuellement les pièces complémentaires.

Ils doivent être certifiés conformes aux originaux.

C/ Le dossier additif

Ce dossier toutes pièces complémentaires exigées par le dossier d'appel d'offres, à savoir :

- 1) Le cahier des prescriptions spéciales (CPS) paraphé à chaque page et signé à la dernière page, avec la mention manuscrite « lu et accepté »;
- 2) Le présent règlement de consultation signé à la dernière page et paraphé sur toutes les pages avec la mention manuscrite « lu et accepté ».

D/ Dossier financier

Ce dossier doit comprendre:

- L'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues au présent cahier des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi conformément au modèle ci-joint en annexe.
- Un bordereau des prix détail estimatif : Les candidats doivent présenter à l'appui de leur acte d'engagement un bordereau des prix (selon modèle ci-joint) dont les indications doivent être en parfaite concordance avec celles de l'acte d'engagement.
- Cet acte dûment rempli, est signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent à la fois pour le même marché et lorsqu'il est souscrit par un groupement, il doit être signé par chacun des membres du groupement.

Le montant de l'acte d'engagement ainsi que les prix unitaires du bordereau des prix et du détail estimatif doivent être écrits en chiffres et en toutes lettres. Il en est de même des prix indiqués dans la décomposition du montant global.

Lorsqu'un même prix est indiqué en chiffres et en lettres et qu'il existe une différence entre ces deux modes d'expression, le prix indiqué en toutes lettres fait foi.

En cas de discordance entre les indications de prix de ces différents documents, ceux libellés en toutes lettres du bordereau des prix ou de la décomposition, le cas échéant, sont tenus pour bons pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

ARTICLE 5 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres comprend :

- Copie de l'avis d'appel d'offres;

- Un exemplaire du CPS;
- Le modèle de l'acte d'engagement;
- Le Bordereaux des prix - détail estimatif;
- Le modèle de déclaration sur l'honneur;
- Le présent règlement de la consultation.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Les modifications qui seront introduites dans le dossier de la consultation, sans changer l'objet du marché, seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ledit dossier.

Lorsque ces modifications nécessitent le report de la date d'ouverture prévue pour la réunion de la commission d'appel d'offres, ce report sera publié dans la presse.

ARTICLE 7 : MODE DE JUGEMENT

Le présent appel d'offres sera adjugé en lot unique.

Les offres seront jugées par une commission d'appel d'offres désignée à cet effet.

ARTICLE 8: INFORMATION DES CONCURRENTS

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par l'Institut à un concurrent à la demande de ce dernier sera communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents qui ont retiré le dossier de l'appel à la concurrence et ce par lettre recommandée avec accusé de réception ou par télécopie confirmée. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent.

ARTICLE 9 : CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

1- Contenu des dossiers

- Les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter :
 - Un dossier administratif précité (Cf. article 4 ci-dessus) ;
 - Un dossier technique précité (Cf. article 4 ci-dessus) ;
 - Pièces complémentaires précitées (Cf. article 4 ci-dessus) ;
 - Une offre financière comprenant :
 - a) L'acte d'engagement ;
 - b) Le bordereau des prix formant le détail estimatif.

Le montant de l'acte d'engagement ainsi que les prix unitaires du bordereau des prix formant détail estimatif doivent être indiqués en chiffres et en toutes lettres.

2- Présentation des dossiers des concurrents

Le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli cacheté portant :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché ;
- La date et l'heure de la séance publique d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que « le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission de l'appel d'offres lors de la séance d'examen des offres ».

Ce pli contient deux enveloppes :

- La première enveloppe comprend le dossier administratif, le dossier technique et les pièces complémentaires. Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « **Dossiers administratif et technique** » ;
- La deuxième enveloppe comprend l'offre financière du soumissionnaire. Elle doit être cachetée et porter de façon apparente les indications ci-après:
 - ✓ la mention « **Offre Financière** ».
 - ✓ Le nom et l'adresse des concurrents.
 - ✓ L'objet de l'appel d'offres.
 - ✓ La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 10 : RETRAIT DES DOSSIERS DE CONSULTATION

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans les bureaux indiqués dans l'avis d'appel d'offres dès la parution de ce dernier au premier journal et jusqu'à la date limite de remise des offres.

Les concurrents peuvent aussi télécharger le dossier d'appel d'offres à partir du site web de l'IRCAM : www.ircam.ma

ARTICLE 11 : DEPOTS DES PLIS DES CONCURRENTS

Les plis sont, au choix des concurrents :

- Soit déposés contre récépissé à l'adresse indiquée dans l'avis d'appel d'offre ;
- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception à l'adresse précitée ;
- Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et l'heure fixées par l'avis de l'appel d'offres pour la séance d'examen des offres.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par l'Administration dans leur ordre d'arrivée, sur un registre spécial. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

Les plis resteront cachetés et seront tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture en commission.

ARTICLE 12 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Les soumissionnaires qui n'ont pas retiré définitivement leur pli dans les conditions prévues à l'article 11 ci-dessus, restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante (60) jours, à compter de la date d'ouverture des plis.

Si dans ce délai, la commission de l'appel d'offres estime n'être pas en mesure d'exercer son choix, le maître d'ouvrage peut proposer, par lettre recommandée avec accusé de réception, la prolongation de ce délai. Seuls les soumissionnaires qui ont donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage restent engagés pendant ce nouveau délai.

ARTICLE 13 : DEPOT DES ECHANTILLIONS

Le dépôt des échantillons est obligatoire pour l'ensemble des articles.

Ces échantillons doivent être déposés au magasin de l'Institut Royal de la Culture Amazighe, Avenue Allal El Fassi, Madinat Al Irfane Hay Riad, Rabat au plus tard le 15 décembre 2008 à 12h00.

Tout échantillon non déposé ou jugé non conforme induira le rejet de la soumission.

ARTICLE 14 : CRITERES D'APPRECIATION DES CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES DES CONCURRENTS :

Les offres sont jugées sur la base de l'offre financière, sous réserve des vérifications et application, le cas échéant, des dispositions de l'article 39 de la décision n°02/2008 fixant les conditions de passation des marchés par l'IRCAM.

ARTICLE 15 : MODE D'ATTRIBUTION :

Les fournitures, objet du présent appel d'offres seront adjudgées en **lot unique**.

ARTICLE 16 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES

1- Les résultats d'examen des offres seront affichés dans les locaux du maître d'ouvrage dans les vingt-quatre heures suivant l'achèvement des travaux de la commission, pendant une période de quinze (15) jours francs au moins.

2 - Le maître d'ouvrage informe le soumissionnaire retenu de l'acceptation de son offre par lettre recommandée avec accusé de réception, et le cas échéant par fax confirmé, par voie électronique ou par tout autre moyen approprié. Cette lettre lui sera adressée dans un délai qui ne peut dépasser dix (10) jours francs à compter de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Dans un délai de 15 jours, il avise également les soumissionnaires éliminés du rejet de leurs offres, en leur communiquant les motifs de leur éviction, par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette lettre sera accompagnée du récépissé du cautionnement provisoire ou de l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu.

Les éléments ayant été à l'origine de l'élimination des concurrents ne seront pas restitués aux concurrents et seront conservés par le maître d'ouvrage pendant un délai de cinq ans au minimum.

3- Aucun soumissionnaire ne peut prétendre à indemnité si son offre n'a pas été acceptée ou s'il n'a pas été donné suite à l'appel d'offres.

ARTICLE 17 : ANNULATION DE L'APPEL D'OFFRES

L'autorité compétente peut, sans de ce fait, encourir aucune responsabilité à l'égard des concurrents et quel que soit le stade de la procédure pour la conclusion du marché, annuler l'appel d'offres dans les cas suivants :

1. Lorsque les données économiques ou techniques des prestations objet de l'appel d'offres ont été fondamentalement modifiées ;

2. Lorsque des circonstances exceptionnelles ne permettent pas d'assurer l'exécution normale du marché ;
3. Lorsque les offres reçues dépassent les crédits budgétaires alloués au marché ;
4. Lorsqu'un vice de procédure a été décelé ;
5. Lorsqu'il n'y a pas eu de concurrence ;
6. En cas de réclamation fondée d'un concurrent.

Le maître d'ouvrage doit informer par écrit l'attributaire du marché en précisant le ou les motifs d'annulation de l'appel d'offres.

Le concurrent

(Lu et accepté)

Le Recteur

17 NOV 2008

Institut Royal de la Culture Amazighe

Le Recteur

Ahmed BOUKOUSS

ANNEXE 1
MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

- **Mode de passation** : Appel d'offres ouvert sur offre de prix. 10/2008 du 17/12/2008 à 15 heures
- **Objet du marché** : Acquisition de fournitures informatiques pour le compte de l'IRCAM.

A - Pour les personnes physiques

Je soussigné :(prénom, nom et qualité)
Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,
Adresse du domicile élu :
Affilié à la CNSS sous le n° :(1)
inscrit au registre du commerce de(localité) sous le n°(1)
N° de patente(1)
N° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR (RIB)

B - Pour les personnes morales

Je, soussigné(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise) Agissant au nom et pour le compte de(raison sociale et forme juridique de la société) au capital de :
Adresse du siège social de la société
Adresse du domicile élu
Affilié à la CNSS sous le n° : (1)
Inscrite au registre du commerce(localité) sous le n°(1)
N° de patente(1)
N° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR (RIB)

Déclare sur l'honneur :

1. m'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
2. Que je remplie les conditions prévues à l'article 22 de la décision n° 2/08 fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'IRCAM ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle ;
- **Etant** en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de son activité (2) ;
3. m'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
 - à m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 22 de la décision précité ;
 - que celle-ci ne peut dépasser 50% du montant du marché, ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché ;
4. m'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché ;
5. m'engager à ne pas faire, par moi-même ou par personnes interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du marché.

- **Certifie** l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.

- **Reconnais** avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 24 de la décision précité, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait àle

(1) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence aux documents équivalents lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine ou de provenance.

(2) à supprimer le cas échéant.

***NB: (*)** en cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.*

ANNEXE 2

MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT

A - Partie réservée l'IRCAM

(1) Appel d'offres ouvert, sur offres de prix n° 10/2008 (2) du 17/12/2008 à 15 heures.

Objet du marché : Acquisition de fournitures informatiques pour le compte de l'IRCAM.

Passé en application de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16 et alinéa 2 du paragraphe 3 de l'article 17 de la décision 02/08 fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'IRCAM ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.

B - Partie réservée au concurrent

a - Pour les personnes physiques

Je (4), soussigné: (*prénom, nom et qualité*)

agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Adresse du domicile élu: Affilié à la CNSS sous le n° :

..... (5)

Inscrit au registre de commerce de (*localité*) sous le n° : (5)

n° de patente : (5)

b - Pour les personnes morales

Je (4), soussigné (*prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise*)

agissant au nom et pour le compte de (*raison sociale et forme juridique de la société*)

au capital de :

adresse du siège social de la société :

adresse du domicile élu:

affiliée à la CNSS sous le n° : (5) et (6)

Inscrite au registre de commerce de (*localité*) sous le n° : (5) et (6)

n° de patente : (5) et (6)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés:

- Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;
- après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations:
 1. remets, revêtu(s) de ma signature (un bordereau de prix et un détail estimatif ou la décomposition du montant global) établi(s) conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres, du concours ou du marché négocié) (1)
 2. m'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établi moi-même, lesquels font ressortir:

Montant hors T.V.A : (*en lettres et en chiffres*)

Montant de la T.V.A (*taux en %*) : (*en lettres et en chiffres*)

Montant T.V.A comprise : (*en lettres et en chiffres*) (6)

L'IRCAM se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte (à la trésorerie générale, bancaire ou postal) (1) ouvert à mon nom (ou au nom de la Société) à (localité), sous relevé d'identité bancaire (RIB) numéro

Fait à le

(1) Supprimer les mentions inutiles.

(2) indiquer la date d'ouverture des plis

(3) Se référer aux dispositions du Règlement des Achats selon les indications ci-après :

- Appel d'offres ouvert au rabais : -alinéa (al). 2, paragraphe (§) 1 de l'article (l'art). 16 et al 2, § 3 de l'art. 17
- Appel d'offres ouvert sur offres de prix : - al. 2, § 1 de l'art. 16 et al. 3, § 3 de l'art. 17
- Appel d'offres restreint au rabais : - al. 2, § 1 de l'article 16 et § 2 et al. 2, § 3 de l'art. 17.
- Appel d'offres restreint sur offres de prix : - al. 2, § 1 de l'art. 16 et § 2 et al. 3, § 3 de l'art. 17
- Appel d'offres avec présélection au rabais : - al. 3, § 1 de l'art. 16 et al. 2, § 3 de l'art. 17
- Appel d'offres avec présélection sur offres de prix : - al. 3, § 1 de l'art. 16 et al. 16 et al. 3, § 3 de l'art. 17
- Concours : - al. 4, § 1 de l'art. 16 et § 1 et 2 de l'art. 63
- Marché négocié : - al. 5, § 1 de l'art. 16 et § 1 et 2 de l'art. 63
- Marché négocié : - al. 5, § 1 de l'art. 16 et §... de l'art. 72 (préciser le n° du § approprié)

(4) lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :

- 1) mettre « Nous soussignés.....nous obligeons conjointement/ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes »
- 2)-ajouter l'alinéa suivant « Désignons(Prénom,nom et qualité) en tant que mandataire du groupement »

(5) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence aux documents équivalents, et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine la référence à la déclaration faite devant une autorité judiciaire ou administrative ou un notaire ou tout autre organisme qualifié.

(6) ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation.

(7) en cas d'appel d'offre au rabais, cet alinéa doit être remplacé par ce qui suit :

« M'engage à exécuter les dites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales moyennant un rabais(ou une majoration) de(en lettres et en chiffres) sur le bordereau des prix détail estimatif »

(8) en cas de concours, les alinéas1) et 2) doivent être remplacés par ce qui suit :

« M'engage, si le projet, présenté par....(moi :ou notre société) pour l'exécution des prestations précisées en objet du A ci-dessus et joint au présent acte d'engagement, est choisi par le maître d'ouvrage, à exécuter les dites prestations conformément aux conditions des pièces produites par.....(moi :ou notre société) en exécution du programme du concours et moyennant les prix établis par moi-même dans le bordereau des prix détail estimatif(ou décomposition du montant global) que j'ai dressé, après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et la difficulté des prestations à exécuter, dont j'ai arrêté :

- montant hors TVA :.....(en lettres et en chiffres)

- taux de la TVA.....(en pourcentage)

- montant de la TVA.....(en lettres et en chiffres)

- montant TVA comprise.....(en chiffres et en lettres)

« je m'engage à terminer les prestations dans un délai de

« je m'engage, si l'une des primes prévue dans le programme du concours est attribuée à mon projet, à me conformer aux stipulations dudit programme relatives aux droits que se réserve le maître d'ouvrage sur les projets primés (cet alinéa est à supprimer si le maître d'ouvrage ne se réserve aucun droit sur les projets primés) ».

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 10/2008

Le 17 décembre 2008 à 15 h 00 , il sera procédé, dans la salle de réunion du Rectorat de l'Institut Royal de la Culture Amazighe à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres sur offres de prix pour l'acquisition de fournitures informatiques pour le compte de l'IRCAM.

Le cautionnement provisoire est fixé à cinq milles dirhams (5. 000,00 DH)

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au siège de l'Institut Royal de la Culture Amazighe, Madinat Al Irfane, Avenue Alla El Fassi, Hay Riad, Rabat, il peut également être téléchargé à partir du site web de l'IRCAM à l'adresse électronique suivante : www.ircam.ma

Le dossier d'appel d'offres peut être envoyé par voie postale aux concurrents qui le demandent dans les conditions prévues à l'article 19 la décision 02/08 fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'IRCAM ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.

Les concurrents peuvent :

- soit déposer contre récépissé leurs plis au bureau d'ordre à IRCAM- Hay Riad, Madinat Al Irfane, Avenue Allal Al Fassi, BP 2055 - Rabat Riad,
- soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité à l'IRCAM ;
- soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres, au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Le dépôt des **échantillons** exigés par le dossier d'appel d'offres est obligatoire pour l'ensemble des articles. Ils devront être déposés au plus tard le 15/12/2008 à 12h00 au magasin de l'Institut à l'adresse susvisée.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 3 et l'article 9 du règlement de consultation se rapportant au présent appel d'offres.

Pour tout renseignement contacter le site web de l'IRCAM, à la rubrique Appels d'offres : www.ircam.ma

إعلان عن طلب عروض مفتوح رقم 2008/10

يوم 17 / 12 / 2008 على الساعة الثالثة زوالا سيتم بمكتب عميد المعهد الملكي للثقافة الأمازيغية الرباط، فتح الأظرفة المتعلقة بطلب العروض المفتوح لعرض أثمان من أجل اقتناء مواد معلوماتية لفائدة المعهد الملكي للثقافة الأمازيغية .

الضمان الموقت محدد في خمسة آلاف درهم (5.000,00 درهم).

يمكن سحب ملف طلب العروض بمقر المعهد الملكي للثقافة الأمازيغية: شارع علال الفاسي، مدينة العرفان، حي الرياض، الرباط .

كما يمكن سحبه عبر الموقع الإلكتروني : www.ircam.ma

كما يمكن إرسال ملف الترشيح عند الطلب طبقا للفصل 19 من 08/02 المتعلق بتحديد شروط و أشكال إبرام صفقات المعهد وكذا القواعد المتعلقة بتدبيرها و مراقبتها.

يجب أن يكون كل من محتوى وتقدير ملفات المتنافسين مطابقين لمقتضيات ملف طلب العروض.

ويمكن للمتنافسين :

♦ إما إيداع أظرفتهم مقابل وصل بمكتب الضبط للمعهد الملكي للثقافة الأمازيغية، شارع علال الفاسي، مدينة العرفان، حي الرياض، الرباط.

♦ إما إرسالها عن طريق البريد المضمون بإفادة بالاستلام إلى المعهد الملكي للثقافة الأمازيغية الرباط، صندوق البريد، 2055 حي الرياض، الرباط.

♦ إما تسليمها مباشرة لرئيس لجنة طلب العروض عند بداية الجلسة وقبل فتح الأظرفة.

يجب إيداع العينات بالنسبة لجميع المواد المطلوبة في دفتر التحملات بمخزن المعهد الملكي للثقافة الكائن بشارع علال الفاسي، مدينة العرفان، حي الرياض، الرباط. وقد حدد يوم 15 / 12 / 2008 علي الساعة الثانية عشرة زوالا كآخر أجل لإيداع هذه العينات.

الوثائق المثبتة الواجب الإدلاء بها هي تلك المنصوص عليها بالفصل 3 و الفصل 9 من نظام الإستشارة المتعلق بطلب العروض هذا.

وللمزيد من المعلومات المرجو زيارة الموقع الإلكتروني للمعهد علي العنوان التالي:

www.ircam.ma



PARTIE III: CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES

DE PRIX N° 10 /2008 DU 17/12/2008 à 15h00.

**OBJET : ACQUISITION DE FORNITURES INFORMATIQUES POUR LE
COMPTE DE L'IRCAM.**

EXERCICE 2008

INSTITUT ROYAL DE LA CULTURE AMAZIGHE (IRCAM)

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet l'acquisition de fournitures informatiques, dans les conditions définies ci-après et conformément aux spécifications techniques, ci-dessous, et dont la livraison sera effectuée dans les locaux du siège de l'IRCAM à Rabat. Il sera adjugé en lot unique

ARTICLE 2 : MODE DE PASSATION U MARCHÉ

Marché passé par appel d'offres ouvert sur offre de prix en application des disposition de l'article 16, paragraphe 1, alinéa 2, et l'article 17, paragraphe 3, alinéa 3 de la décision n° 2/2008 fixant les conditions et formes de passation des marchés de l'Institut Royal de la Culture Amazighe ainsi que certaines règles relatives à leur contrôle et à leur gestion.

ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes:

- L'acte d'engagement
- Le présent C.P.S. ;
- Le bordereau des prix - détail estimatif
- Le règlement de la consultation

ARTICLE 4 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX

Le fournisseur sera soumis aux dispositions définies par les textes suivants:

- La décision n° 02/2008 du Recteur de l'IRCAM portant règlement des marchés.
- Les textes réglementant la main d'œuvre et les salaires notamment, le décret n° 2-85-679 du 15 Hijja 1405 (01/09/1985) portant revalorisation du salaire minimum dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture.
- Le Dahir n° 1.86.347 du 7 Rabii 1406 (20/12/85) portant promulgation de la loi n° 30.85 relative à la taxe sur la valeur ajoutée
- Tous les textes réglementaires rendus applicables à la date de la soumission se rapportant à l'objet de la présente consultation.
- Tous les textes réglementaires relatifs aux marchés de l'Etat en vigueur à la date de la soumission ;
- Le fournisseur ne pourra en aucun cas, invoquer à son profit, l'ignorance des dispositions de ses documents.

ARTICLE 5 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est l'Institut Royal de la Culture Amazighe.

ARTICLE 6 : CONSISTANCE ET DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Les fournitures, objet du présent marché, sont détaillées tels que figurant au bordereau des prix – détail estimatif.

ARTICLE 7 : DELAI D'APPROBATION

L'approbation du marché sera notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante (60) jours à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis.

ARTICLE 8 : VALIDITE DU MARCHE

Le présent marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après signature par les deux parties, approbation par le Recteur et notification de son approbation.

ARTICLE 9 : DELAI D'EXECUTION

La livraison des fournitures sera effectuée par le fournisseur dans les locaux de l'IRCAM dans les **TRENTES (30) JOURS**, commençant le lendemain de la date de la notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les livraisons.

ARTICLE 10 : PENALITES POUR RETARD

Lorsque les délais contractuels sont dépassés, l'attributaire encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité par jour de retard égale à 1/1000 qui sera retenue d'office sur les sommes dues à l'attributaire.

Toutefois, le montant total des pénalités qui seront appliquées ne doit pas excéder 10% du montant total du marché.

ARTICLE 11 : REPRESENTATION DU FOURNISSEUR - DOMICILE

Les notifications de l'Institut au fournisseur seront valablement faites par lettre recommandée adressée à l'adresse indiquée dans la déclaration sur l'honneur déposée dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 12 : LA LIVRAISON

La livraison des fournitures est à la charge du fournisseur dans les locaux désignés par l'IRCAM.

Le fournisseur conserve l'entière responsabilité des transports et supporte les conséquences onéreuses de toute perte, avarie ou retard dus au transport jusqu'aux sites désignés par l'IRCAM.

Les fournitures reconnues défectueuses seront isolées par les soins et aux frais du fournisseur, remplacées ou réparées dans un délai défini d'un commun accord.

Le fournisseur contractera, à sa charge, les assurances nécessaires contre tout risque de perte ou dommage découlant de la fabrication ou de l'acquisition des fournitures, leur emmagasinage, transport et livraison jusqu'aux locaux de l'IRCAM.

Le concurrent doit fournir une attestation d'authenticité originale de la société mère au moment de la livraison pour l'ensemble des cartouches et tonners.

ARTICLE 13 : CAUTIONNEMENT ET RETENUE DE GARANTIE

Conformément à l'article 12 du CCAGT, le cautionnement définitif est fixé à 3% du montant initial du marché, il doit être fourni dans les 30 jours qui suivent la notification de l'approbation du marché, qui sera libéré à la réception définitive.

Il ne sera pas appliqué de retenue de garantie à ce marché.

ARTICLE 14 : ASSURANCE CONTRE LES RISQUES

Le titulaire du marché doit se conformer notamment aux dispositions de l'article 24 du CCAGT, relatif aux accidents, prévus par la législation du travail.

ARTICLE 15 : CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DES PRIX

Les prix établis en Dirhams sont fermes et non révisables. Ils doivent s'entendre tout frais et taxes comprises.

3.1. Tous les prix doivent être libellés en Dirhams marocains.

3.2. Les prix mentionnés dans les bordereaux de prix doivent tenir compte de l'ensemble des articles, dispositifs, programmes et prestations auxquels ils s'appliquent non seulement tels que décrits dans le présent document mais aussi tels qu'ils doivent être effectivement exécutés pour aboutir à l'installation et à la mise en ordre de marche des équipements.

3.3. Toutes fournitures ou service proposé par le fournisseur dans son offre et pour lequel aucun prix n'est fourni, sera considéré comme inclus dans l'offre principale et ne donnera lieu à aucune facturation supplémentaire.

ARTICLE 16 : MODALITES DE PAIEMENT

L'IRCAM se libérera des sommes dues par eux en faisant donner crédit par virement au compte bancaire indiqué dans l'acte d'engagement retenu sur production d'une facture représentant le montant de la commande totalement réalisée

La facture doit répondre aux conditions suivantes :

1. Etre conforme au bordereau des prix - détail estimatif pour les prestations réalisées ;
2. Etre en cinq (5) exemplaires ;
3. Etre signée (par la personne ayant la délégation des pouvoirs), datée et cachetée ;
4. Etre arrêtée en toutes lettres ;
5. Faire ressortir les montants HT, TVA et TTC (pour les fournisseurs étrangers, elle doit faire ressortir le montant de la part en devise à transférer).

Elle doit rappeler les références du marché et l'intitulé exact du compte bancaire de l'attributaire du marché, ainsi que le RIB composé de 24 chiffres.

Seules les prestations réellement exécutées seront payées.

le paiement sera effectué après la prononciation de réception provisoire et de la réception par l'IRCAM des pièces justificatives (factures, Bons de livraison, cautionnements, etc...).

ARTICLE 17: FRAIS D'ENREGISTREMENT ET DE TIMBRE

Les frais d'enregistrement et de timbre du marché issu du présent appel d'offres sont à la charge du titulaire du marché.

ARTICLE 18 : RECEPTION PROVISOIRE ET DEFINITIVE

L'IRCAM procédera en présence du fournisseur à la réception provisoire celle-ci sera prononcée dès que toutes les vérifications des fournitures auront été déclarés satisfaisants et sera

sanctionnée par un P.V de réception provisoire.

La réception définitive des fournitures, sanctionnée par un PV, interviendra après si toutes les imperfections et les malfaçons relevées par l'IRCAM des fournitures sont satisfaites par le fournisseur.

ARTICLE 19 : ELECTION DE DOMICILE

1 - Toutes correspondances relatives au présent marché seront valablement adressées à son domicile professionnel, qui doit d'être indiqué dans l'acte d'engagement.

2 - En cas de changement de domicile, le fournisseur est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 20 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il est précisé que :

a) La liquidation des sommes dues par l'IRCAM en exécution du marché, sera opérée par les soins du Recteur de l'IRCAM, ou de son délégué.

b) L'autorité chargée de fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire des nantissemments ou subrogations les renseignements et états prévus à l'article 7 du Dahir du 28 Août 1948 relatifs aux nantissemments des marchés publics, est le Recteur de l'IRCAM, ou de son délégué.

c) Les paiements prévus aux marchés seront effectués par l'Agent comptable de l'IRCAM, seul qualifié pour recevoir les significations des créances du titulaire du Marché.

d) Recteur de l'IRCAM, ou de son délégué, délivrera sans frais, à l'entrepreneur, sur sa demande écrite et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché portant la mention "exemplaire unique" conformément aux dispositions du Dahir du 28 chaoual 1367 (28 Août 1948) relatif au nantissement des marchés publics.

ARTICLE 21: SOUS-TRAITANCE

Les conditions de la sous-traitance sont celle prévues en application de l'article 84 de la décision n° 02/2008 de l'Institut.

ARTICLE 22 : CONDITIONS DE RESILIATION

En cas d'inexécution totale ou partielle des clauses du marché celui-ci sera résilié de plein droit et sans indemnité dans les conditions du C.C.A.G-T qui ne constituera pas obstacle aux autres cas de résiliation.

ARTICLE 23: CONTESTATIONS ET LITIGES

En cas de contestation entre l'IRCAM et le fournisseur, il serait fait recours à la procédure prévue par les articles 70 et 71 du CCAG-T.

Si cette procédure ne permet pas le règlement du litige, celui-ci sera soumis au tribunal administratif de Rabat.

ARTICLE 24 : BORDEREAU DES PRIX - DETAIL ESTIMATIF

N° des prix	Désignation	Unité de Mesure	Qté	Prix Unitaire en Dirhams (Hors TVA)		Total
				En chiffres	En lettres	
1	Boite disquette SONY ou similaire	Boite de 10	30			
2	Boite CD-ROM IMATION ou similaire	Boite de 10	400			
3	Boite d'arrangement CD	Unité	30			
4	Cartouche jet d'encre HP 45	Unité	6			
5	Cartouche jet d'encre HP78	Unité	15			
6	Cartouche HP 15	Unité	10			
7	Toner pour imprimante HP 1200	Unité	20			
8	Toner pour imprimante HP 1300	Unité	10			
9	Toner pour imprimante HP 4200	Unité	15			
10	Toner pour imprimante HP 4600 Noire	Unité	5			
11	Toner pour imprimante HP 4600 Magenta	Unité	5			
12	Toner pour imprimante HP 4600 Jaune	Unité	5			
13	Toner pour imprimante HP 4600 Cyan	Unité	10			
14	Cartouche pour imprimante HP 57 couleur	Unité	25			
15	Cartouche 56 Noire	Unité	25			
16	Cartouche Noir pour imprimante 9803	Unité	6			
17	Cartouche Tri- couleur pour imprimante 9803	Unité	10			
18	Toner pour imprimante 1022	Unité	100			
19	Cartouche HP 5500 noir pour traceur	Unité	1			
20	Cartouche HP 5500 Cyan pour traceur	Unité	1			
21	Cartouche HP 5500 Magenta pour traceur	Unité	1			
22	Cartouche HP 5500 Jaune pour traceur	Unité	1			
23	Cartouche HP 5500 Light Cyan pour traceur	Unité	1			
24	Cartouche HP 5500 Light Magenta pour traceur	Unité	1			
25	Cartouche Magenta pour l'imprimante 1200D	Unité	2			
26	Cartouche Jaune pour l'imprimante 1200D	Unité	2			
27	Cartouche Noir pour l'imprimante 1200D	Unité	2			
28	Cartouche Cyan pour l'imprimante 1200D	Unité	2			
29	Tête d'impression teintée noir et dispositif de nettoyage HP 81 (C4950A) pour traceur HP 5500	Unité	1			
30	Tête d'impression teintée Cyan et dispositif de nettoyage HP 81 (C4951A) pour traceur HP 5500	Unité	1			
31	Tête d'impression teintée Magenta et	Unité	1			

d

N° des prix	Désignation	Unité de Mesure	Qté	Prix Unitaire en Dirhams (Hors TVA)		Total
				En chiffres	En lettres	
	dispositif de nettoyage HP 81 (C4952A) pour traceur HP 5500					
32	Tête d'impression teintée jaune et dispositif de nettoyage HP 81 (C4953A) pour traceur HP 5500	Unité	1			
33	Tête d'impression teintée Magenta Clair et dispositif de nettoyage HP 81 (C4955A) pour traceur HP 5500	Unité	1			
34	Tête d'impression teintée Cyan Clair et dispositif de nettoyage HP 81 (C4954A) pour traceur HP 5500	Unité	1			
PRIX TOTAL HT						
TVA						
PRIX TOTAL TTC						

Arrêté le présent bordereau des prix-détail estimatif à la somme de

.....

(en chiffres et en lettres, Dh, T.T.C.)

LE CONCURRENT

(Lu et accepté)

LE RECTEUR

17 NOV 2008

Institut Royal de la Culture Amazighe
 Le Recteur

Ahmed BOUKOUSS